

**Art. 185.** – Het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 16 maart 1998, 6 april 1998, 30 juni 1998, 5 mei 1999, 29 maart 2001, 31 maart 2004, 12 mei 2004, 19 mei 2004, 1 juli 2005, 16 juni 2006, 19 oktober 2007, 7 december 2007, 19 februari 2009, 30 april 2009, 29 november 2012 en 21 november 2013, wordt opgeheven.

De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1998 tot vaststelling van de nadere regels voor de inzage van de stukken van het dossier van de adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de Jeugd ;

2° artikel 1, 11°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd ;

3° de artikelen 25 en 26 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en voor de toekenning van toelagen aan deze diensten ;

4° de artikelen 10, 40, eerste en tweede lid, 41, eerste en tweede lid, 42, 43, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 61, 62, 63 en 80 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 19*bis* van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

**Art. 186.** – Dit wetboek treedt in werking op 1 januari 2019.

De Regering kan een datum voor de inwerkingtreding bepalen die vroeger is dan deze vermeld in het eerste lid voor elke bepaling.

Indien, overeenkomstig het tweede lid, de Regering meer verschillende datums voor de inwerkingtreding vaststelt, bepaalt ze nader de bepalingen van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd die opgeheven worden ten gevolge van de inwerkingtreding van de overeenstemmende bepalingen van dit wetboek.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

*Zitting 2017-2018*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 467-1. Commissieamendementen, nr. 467-2.- Commissieverslag nr. 467-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 467-4 -Vergaderingsamendementen, nr. 467-5.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 467-6.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 17 januari 2018.

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/11570]

### 22 MARS 2018. — Décret portant financement du programme de recherche fondamentale intercommunautaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, tel que modifié par le décret du 14 décembre 2016, il est inséré un chapitre IV/1 entre le chapitre IV et le chapitre V rédigé comme suit :

« Chapitre IV/1.- Financement du programme de recherche fondamentale intercommunautaire ».

**Art. 2.** Dans le chapitre IV/1 inséré par l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, sont insérés les articles 18/1 à 18/4 rédigés comme suit :

« Art. 18/1. § 1<sup>er</sup>. En vue du financement du programme de recherche fondamentale intercommunautaire, une subvention annuelle est accordée au Fonds national de la Recherche scientifique.

Cette subvention annuelle est établie au minimum à 13.910.617 euros.

Pour la gestion de cette subvention et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le Fonds national de la Recherche scientifique crée en son sein le « Fonds de la recherche scientifique pour les programmes de recherche fondamentale intercommunautaire » ci-après dénommé « fonds « EOS » » doté de l'autonomie comptable et d'un comité de gestion dont la composition et le fonctionnement sont fixés par le Gouvernement.

La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme de recherche susvisé en ce compris la participation aux frais généraux éventuellement prélevés par les institutions de recherche et le F.R.S.-FNRS.

La part maximum du financement consacrée à chacune de ces dépenses peut être fixée par le Gouvernement.

§ 2. Pour l'année budgétaire 2019 et pour chacune des années budgétaires subséquentes, la subvention visée au paragraphe 1er, deuxième alinéa, est fixée en adaptant le montant de la subvention pour l'année précédente au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée et à la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée selon les modalités définies à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives aux versements de la subvention, au report du solde éventuellement inutilisé, au budget et aux comptes.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique (FRS-FNRS) visé à l'article 3, alinéa 1er, peut décider annuellement d'un transfert de moyens du FRS-FNRS vers le Fonds visé par ce chapitre pour renforcer le financement de programmes de recherche fondamentale intercommunautaire. Le transfert reste acquis par le Fonds visé par ce chapitre durant l'entière période de la programmation des programmes de recherche fondamentale intercommunautaire. Dans ce cadre, un retour sera fait au F.R.S.-FNRS en cas de non utilisation ou utilisation incomplète en fin de programme.

Art. 18/2. - Le contrôle du respect des conditions d'octroi de la subvention visée à l'article précédent est exercé par un commissaire du Gouvernement qui assiste aux réunions du comité de gestion du fonds.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du conseil.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de recours selon les modalités visées à l'article 4 du présent décret.

Le Gouvernement désigne également un délégué qui assiste aux réunions du comité de gestion du fonds. Il dispose d'un droit de recours selon les modalités visées à l'article 4 du présent décret.

Art. 18/3. - § 1er. Le fonds « EOS » a pour but de soutenir des consortiums interuniversitaires et intercommunautaires de groupes de recherche d'excellence en recherche fondamentale, afin d'accroître leur contribution commune à l'avancement général de la science.

Les consortiums de groupes de recherche interuniversitaires intercommunautaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont constitués au minimum d'un groupe scientifique d'une Université de la Communauté française et au minimum d'un groupe scientifique d'une Université de la Communauté flamande.

Ces consortiums de groupes de recherche peuvent associer à leur recherche les partenaires suivants:

- des Institution(s) scientifique(s) fédérale(s) et/ou internationale(s) et/ou communautaires;
- des Université(s) étrangères;
- d'autres Institutions éventuelles dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

§ 2. Le fonds « EOS » a pour objectifs :

1° de stimuler les interactions scientifiques intercommunautaires et renforcer les liens entre universités appartenant à des communautés différentes pour former des consortiums de groupes de recherche sur des projets pluriannuels de recherche;

2° de développer ou créer des collaborations entre groupes de recherche fondamentale d'institutions différentes et de favoriser la complémentarité entre ces équipes;

3° de soutenir la présence de jeunes chercheurs dans les groupes de recherche fondamentale visées au 2°.

§ 3. Les projets de recherche financés sont sélectionnés sur base de critères d'excellence selon un modèle comparable à celui fixé par le Conseil européen de la Recherche et dans le respect des recommandations de la Commission européenne du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement de chercheurs.

Cette sélection se fait selon les grands principes mis en place au FNRS à savoir :

- une évaluation en deux étapes : par des experts internationaux externes pour chaque projet puis par un comité scientifique pour l'ensemble des projets;
- une évaluation sur les porteurs de projets et sur les projets;
- une évaluation basée uniquement sur l'excellence scientifique.

Toutes les disciplines scientifiques sont éligibles dans le cadre du programme de recherche fondamentale intercommunautaire « EOS ».

Art. 18/4.- Le comité de gestion visé à l'article 18/1 § 1er, arrête le règlement relatif à la procédure de soumission, d'évaluation et de sélection des propositions de recherche.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la procédure pour l'appel 2017 est validée par le conseil d'administration du F.R.S.-FNRS.

Les projets de recherche financés par la subvention visée à l'article 18/1 font l'objet d'un rapport financier annuel établi par le comité de gestion. Un commissaire et un délégué du Gouvernement siègent dans ce comité et en font rapport au Gouvernement.»

**Art. 3.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 mars 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 593-1. – Amendements de commission, n° 593-2 – Rapport de commission, n° 593-3 – Texte adopté en commission, n° 593-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 593-5.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 21 mars 2018.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/11570]

**22 MAART 2018. — Decreet tot financiering  
van het programma inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "*Fonds national de la Recherche scientifique*", in zijn midden, het "*Fonds de la recherche scientifique pour les programmes de recherche fondamentale intercommunautaire*", zoals gewijzigd bij het decreet van 14 december 2016, wordt, tussen hoofdstuk IV en hoofdstuk V, een hoofdstuk IV/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Hoofdstuk IV/1. – Financiering van het programma inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek".

**Art. 2.** In hoofdstuk IV/1, ingevoegd bij artikel 1 van dit decreet, worden de artikelen 18/1 tot 18/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 18/1. § 1. Met het oog op de financiering van het programma inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek, wordt een jaarlijkse subsidie aan het "*Fonds national de la recherche scientifique*" toegekend.

Deze jaarlijkse subsidie bedraagt minimum 13.910.617 euro.

Voor het beheer van deze subsidie en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, richt het "*Fonds national de la recherche scientifique*", in zijn midden, het "*Fonds de la recherche scientifique pour les programmes de recherche fondamentale intercommunautaire*", hierna "*Fonds "EOS"*" genoemd, op, met boekhoudkundige autonomie, dat een beheerscomité bevat waarvan de samenstelling en de werking door de Regering bepaald worden.

De subsidie wordt bestemd om de uitgaven inzake personeel, uitrusting en werking te dekken die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het bovenvermelde onderzoeksprogramma, met inbegrip van de deelneming aan de algemene kosten die mogelijk uitgetrokken kunnen worden door de onderzoeksinstellingen en het "*F.R.S. – FNRS*".

Het maximaal aandeel van de financiering bestemd voor ieder van deze uitgaven kan door de Regering bepaald worden.

§ 2. Voor het begrotingsjaar 2019 en voor elk van de daarna volgende begrotingsjaren, wordt de subsidie bedoeld bij paragraaf 1, tweede lid, bepaald door het bedrag van de subsidie voor het vorige jaar aan te passen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar en aan de werkelijke groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar volgens de nadere regels bepaald bij artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De Regering bepaalt de nadere regels betreffende de stortingen van de subsidie, de overdracht van het mogelijk ongebruikte saldo, de begroting en de rekeningen.

De raad van bestuur van het "*Fonds national de la Recherche scientifique (FRS – FNRS)*" bedoeld bij artikel 3, eerste lid, kan jaarlijks tot een overdracht beslissen van middelen van het "*FRS-FNRS*" naar het bij dit hoofdstuk bedoelde Fonds om de financiering te verstevigen van programma's inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek. De overdracht van het saldo van het Fonds blijft verworven gedurende de hele periode van de programmering van programma's inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek. In dit kader, zal een omgekeerde overdracht geschieden naar het *FRS – FNRS* in geval van niet-gebruikte of onvolledig gebruikte bedragen op het einde van het programma.

Art. 18/2. – Het toezicht op de inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie bedoeld bij het vorige lid wordt door een commissaris van de Regering uitgeoefend, die de vergaderingen van het beheerscomité van het fonds bijwoont.

Behoudens bij dringende met specifieke redenen omklede gevallen die hij aanvaardt, krijgt de commissaris, tien dagen voor de vergadering, de volledige agenda ervan alsook alle documenten voor de punten die tot zijn bevoegdheid behoren. Hij heeft het recht een afschrift te krijgen van de dossiers die voor deze punten aan de beraadslaging van de raad worden voorgelegd.

De Regeringscommissaris beschikt over een beroepsrecht volgens de nadere regels bepaald in artikel 4 van dit decreet.

De Regering stelt tevens een afgevaardigde aan die de vergaderingen van het beheerscomité van het fonds bijwoont. Hij beschikt over een beroepsrecht volgens de nadere regels bepaald bij artikel 4 van dit decreet.

Art. 18/3. § 1. Het *Fonds "EOS"* heeft tot doel de steun aan interuniversitaire en intercommunautaire consortiums van excellentieonderzoeksgroepen inzake fundamenteel onderzoek, om hun gemeenschappelijke bijdrage tot de generale vooruitgang van de wetenschap te verhogen.

De interuniversitaire en intercommunautaire consortiums onderzoeksgroepen bedoeld bij het eerste lid worden samengesteld uit minimum een wetenschappelijke groep van een Universiteit van de Franse Gemeenschap en uit minimum een wetenschappelijke groep van een Universiteit van de Vlaamse Gemeenschap.

Deze consortiums van onderzoeksgroepen kunnen de volgende partners bij hun onderzoek betrekken:

- wetenschappelijke Federale, internationale en/of gemeenschapsinstellingen;
- buitenlandse Universiteiten;

\* andere mogelijke Instellingen waarvan de lijst door de Regering vastgesteld wordt.

§ 2. Het *Fonds "EOS"* heeft tot doel:

1° de stimulatie van intercommunautaire wetenschappelijke interacties en de versteviging van banden tussen universiteiten uit verschillende gemeenschappen om consortiums van onderzoeksgroepen op te bouwen rond onderzoeksprogramma's die verschillende jaren bestrijken;

2° het ontwikkelen of de creatie van medewerking binnen groepen voor fundamenteel onderzoek van verscheidene instellingen en het aanmoedigen van complementariteit binnen deze teams;

3° het steunen van de aanwezigheid van jonge onderzoekers in de groepen voor fundamenteel onderzoek bedoeld bij punt 2°.

§ 3. De onderzoeksprojecten die voor een financiering in aanmerking komen worden op basis van excellentiecriteria geselecteerd volgens een model dat vergelijkbaar is met dat bepaald door de Europese Onderzoeksraad en met inachtneming van de aanbevelingen van de Europese Commissie van 11 maart 2005 betreffende het Europese Handvest voor Onderzoekers en betreffende een Gedragscode voor de Rekrutering van Onderzoekers.

Deze selectie geschiedt met inaanmerkingneming van de grote principes die geldig zijn bij het *FNRS*, inzonderheid:

- een evaluatie in twee stappen: door externe internationale deskundigen voor ieder project en daarna door een wetenschappelijk comité voor het geheel van de projecten;
- een evaluatie van de dragers van projecten en van de projecten;
- een evaluatie enkel steunend op wetenschappelijke excellentie.

Alle wetenschappelijke vakken kunnen gekozen worden in het kader van het "*EOS*" programma inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek.

Art. 18/4. – Het beheerscomité bedoeld bij artikel 18/1 § 1, bepaalt het reglement betreffende de procedure voor de indiening, de evaluatie en de selectie van onderzoeksvorstellen.

In afwijking van het eerste lid, wordt de procedure voor de oproep 2017 door de raad van bestuur van het FRS-FNRS goedgekeurd.

De onderzoeksprojecten gefinancierd door de subsidie bedoeld bij artikel 18/1 maken het voorwerp uit van een jaarlijks financieel verslag opgesteld door het beheerscomité. In dat comité zetelen een commissaris en een afgevaardigde van de Regering die verslag maken aan de Regering.

**Art. 3.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 maart 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-CL. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 593-1.- Commissieamendementen, nr. 593-2. – Commissieverslag, nr. 593-3. – In commissie aangenomen tekst, nr. 593-4. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 593-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 21 maart 2018.

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/11567]

**19 FEVRIER 2018. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Français écrit : grammaire et orthographe - niveau 1 » (code 038001U11D1) classée au niveau de l'enseignement secondaire inférieur de transition de l'enseignement de promotion sociale**

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 21 décembre 2017,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Français écrit : grammaire et orthographe - niveau 1 » (code 038001U11D1) est approuvé.

Cette unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire inférieur de transition de promotion sociale.